



ECHOS *de la* MONUSCO

Volume VIII - N°59 • Juillet 2016



Province de l'Ituri

Terre généreuse en quête de stabilité

Sommaire

Vie de la Mission

- 3 Le Conseil de sécurité de l'ONU souligne l'importance d'élections apaisées et crédibles pour la RDC
- 4 Maman Sidikou face à la presse-jeudi 14 Juillet 2016 : « Tout faire pour aider à dépasser les blocages vers des élections crédibles et paisibles »
- 5 Fin de mission pour le Commandant en Chef Adjoint de la Force /MONUSCO : Général Jean Baillaud : « Je ne formule qu'un seul vœu : que les gens soient déterminés à travailler ensemble et jusqu'au bout »
- 6 Général Mgwebi : la coopération MONUSCO - FARDC est facilitée par l'accord entre les deux parties
- 7 Zeid Ra'ada Al Hussein : « Le respect des droits de l'Homme doit être au centre du dialogue prévu en RDC »

Actualité

- 8 Dialogue national, les lignes bougent

Dossier

- 9 Point de vue : M'hand Ladjouzi : "Le potentiel dont regorge l'Ituri lui garantit un avenir prometteur"
- 10 Ituri : une nouvelle province, des opportunités mais aussi des défis
- 12 L'évolution de la situation des droits de l'Homme dans l'Ituri : vers la fin des violations ?
- 13 Genre : L'implication des femmes dans le processus de consolidation de la paix dans le territoire d'Irumu
- 14 La stratégie de stabilisation pour la province de l'Ituri
- 15 Les communautés du Sud Irumu s'engagent dans un dialogue inclusif
- 16 Renforcer le système judiciaire et pénitentiaire : Un besoin vital pour l'Ituri
- 17 Protection de l'Enfant : Un exemple réussi de réinsertion
- 18 Protection de l'Environnement : La Réserve de faune à Okapis

Humanitaire

- 19 Journée internationale Nelson Mandela : Plusieurs activités organisées en mémoire de Madiba

Directeur de l'Information Publique
Charles Antoine Bambara

Chef Unité des Publications
Aissatou Laba Toure

Rédacteur-en-Chef
Tom Tshibangu

Infographiste
Jésus Nzambi Sublime

Contributeurs

Laurent Sam Oussou, Aissatou Laba Toure, Yulu Kabamba, Tom Tshibangu, Theophane Kinda, Isaac Remo Yope, Pamela Lubaki Désiré Balume, Anne Herrmann, Salifou Mforen Ncourou pou

Editorial

Consolider les acquis démocratiques, stabiliser pour la paix

✉ Par Charles A. Bambara*

En République démocratique du Congo, le mois de juillet aura été un mois marqué par la tristesse d'avoir perdu un homme d'Eglise et un homme de dialogue en la personne de feu l'Abbé Apollinaire Malu Malu. Quoiqu'on ait pu en dire, il aura laissé sa marque dans l'avancée démocratique de la RDC à la tête la CENI, lors des élections de 2006. Homme de consensus et de Dialogue, son pays avait encore besoin de lui. Mais hélas, la RDC qui tente vaillamment de réunir ses élites politiques autour d'un Dialogue dont les préparatifs ont malgré tout démarré, sous la houlette du Facilitateur nommé par l'Union africaine, Edem Kodjo.



Il y a un mois, à la suite de la présentation du rapport trimestriel du Secrétaire général des Nations Unies sur la situation en RDC, devant le Conseil de Sécurité, les membres de l'ONU ont exprimé leur "inquiétude et lancé un appel au Dialogue et au respect de la démocratie". Encore et toujours le Dialogue fait sens.

La MONUSCO, ainsi que le lui recommande son mandat, édicté par le Conseil de Sécurité, n'a cessé d'inciter les acteurs politiques et la Société civile congolaise à accepter le principe d'un dialogue politique inclusif et transparent. Lors de sa conférence de presse mensuelle, le 14 juillet, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies a mis en exergue tout l'effort qui était déployé pour "que les lignes bougent". Les enjeux, dira-t-il encore, sont énormes et le Dialogue est incontournable. En visite, en République démocratique du Congo, du 19 au 21 juillet, le Haut-Commissaire aux droits de l'Homme de l'ONU n'a pas dit autre chose, en insistant tout de même sur "la nécessaire question du respect de l'expression libre".

Ce numéro de votre magazine accorde par ailleurs une large place à la nouvelle province de l'Ituri. Cette partie du territoire national est une des priorités de la MONUSCO, face aux défis sécuritaires qui s'y posent en termes de protection des civils ; car l'activisme des groupes armés FRPI dans le Sud Irumu et des Maï Maï, dans le territoire de Mambasa, constitue un obstacle dans la stabilisation de cette province. A cela s'ajoute l'accroissement des déplacements de la population venant du Nord Kivu, notamment de Beni suites aux opérations militaires qu'y mènent les FARDC, avec le soutien de la MONUSCO. Selon OCHA, on estime à environ 218 000 personnes déplacées internes, enregistrées au cours du premier trimestre 2016, dans l'ancienne Province Orientale, dont plus de 70 % en Ituri. On n'oublie pas la situation au Sud Soudan, frontalier de l'Ituri, qui influence mais à un degré jusque-là moindre. Il y a aussi, la question des conflits communautaires qui, de plus en plus, alimentent la situation d'insécurité des populations locales.

Face à cette réalité en Ituri, et dans la dynamique de la nouvelle province qui a vu le jour en Novembre 2015, nous avons voulu faire un gros plan sur cette entité, afin de permettre à nos lecteurs de s'imprégner de la situation à travers le travail de la MONUSCO, pour soutenir les institutions en vue de consolider la Paix. ■

*Directeur de la Division de l'Information Publique



Le Vice-Secrétaire général des Nations Unies, Jan Eliasson, lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU. Photo : ONU / Rick Bajornas

Le Conseil de sécurité de l'ONU souligne l'importance d'élections apaisées et crédibles pour la RDC

Pour que la démocratie se stabilise, se développe et se consolide en République démocratique du Congo, il est crucial que le prochain cycle électoral se déroule de façon pacifique et crédible, a estimé le Conseil de Sécurité de l'ONU, à l'issue de sa réunion du 15 juillet 2006, sur la situation politiquement tendue en RDC. Par conséquent, le Conseil a souligné l'urgence pour les Congolais d'engager un dialogue politique ouvert, sans exclusive et apaisé, qui permettrait de décriper le climat politique dans le pays, en vue de la tenue d'élections transparentes et dans les délais prévus par la Constitution.

✎ Par Tom Tshibangu/MONUSCO

Après la présentation au Conseil de Sécurité des Nations Unies du dernier rapport sur la situation en République démocratique du Congo, le 7 juillet 2016, par le Vice-Secrétaire général de l'ONU, Jan Eliasson, le Conseil à l'issue de sa réunion du 17 juillet a rendu publique une déclaration qui peut se résumer comme suit : pour que la démocratie se stabilise, se développe et se consolide en République démocratique du Congo, il est crucial que le prochain cycle électoral se déroule de façon pacifique et crédible. Par conséquent, il est urgent que les Congolais engagent un dialogue politique ouvert, sans exclusive et apaisé qui permettrait de décriper le climat politique dans le pays en vue de la tenue d'élections libres, pacifiques et transparentes, dans les délais prévus par la Constitution.

Ainsi les 15 membres du Conseil de Sécurité ont-ils exprimé leur appui à la décision prise par l'Union africaine d'entreprendre des consultations sur ce dialogue et approuvé la nomination, le 6 avril 2016, d'Edem Kodjo, ancien Premier

ministre du Togo, en tant que facilitateur du Dialogue. Dans la foulée, ils ont loué les efforts déployés par le Représentant spécial du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo, Maman Sidikou, notamment par le biais de sa mission de bons offices et l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, Said Djinnit. Ayant pris note du communiqué publié le 4 juillet 2016 à l'issue de la réunion inaugurale du Groupe d'appui à la facilitation du Dialogue national en République démocratique du Congo, les 15 ont demandé à tous les acteurs nationaux de coopérer pleinement avec l'équipe de facilitation internationale nommée par l'Union africaine, et encouragé toutes les parties prenantes à participer au dialogue. Toutefois, ils se sont dits vivement préoccupés par la réduction croissante de l'espace politique en République démocratique du Congo en particulier, par les récentes arrestations et mises en détention de membres de l'opposition politique et de la société civile, ainsi que par des restrictions des libertés

fondamentales, telle que la liberté d'opinion et d'expression et par les retards constants, pris dans les préparatifs des élections. Ainsi le Gouvernement de la RDC et toutes les autres parties concernées ont été priés de respecter les droits de l'Homme et de s'abstenir de recourir à la violence et à la provocation. Cependant, les membres du Conseil ont reconnu les efforts constants déployés par les autorités congolaises et, en particulier, par la Commission électorale nationale indépendante, avec l'appui de divers partenaires, afin de réviser les listes électorales. Mais ils ont insisté sur le fait que les autorités congolaises devaient prendre toutes les mesures qui s'imposaient pour ne pas prendre de retard et demandé aux partenaires internationaux de leur fournir l'appui nécessaire. Les membres du Conseil ont conclu leur déclaration en réaffirmant leur soutien sans réserve à la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo et au Représentant spécial du Secrétaire général en République démocratique du Congo. ■

Maman Sidikou face à la presse-jeudi 14 Juillet 2016

« Tout faire pour aider à dépasser les blocages vers des élections crédibles et paisibles »

Faisant face à la presse le jeudi 14 juillet, Maman Sidikou a tenu tout d'abord à exprimer, au nom du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Ban Ki-Moon, ses chaleureuses félicitations au Gouvernement et au peuple congolais, à l'occasion de la commémoration du 56^{ème} anniversaire de leur fête de l'indépendance, le 30 juin dernier. Il a ensuite fait le point de la situation politique, puis de la situation sécuritaire dans l'est de la RDC ; après quoi il a échangé avec les représentants des organes de presse.

Par Aïssatou Laba Touré/MONUSCO

L'actualité politique, depuis la dernière rencontre du Représentant spécial du Secrétaire général avec les journalistes, est encore bien fournie et porte essentiellement sur l'impasse autour du processus électoral et les efforts visant à faciliter le lancement d'un processus de dialogue politique crédible et inclusif. A cet égard, M. Sidikou a succinctement abordé le conclave de l'opposition qui a eu lieu du 9 au 10 juin, à Genval, en Belgique et les réactions de la classe politique aux conclusions de ces assises. Ensuite, il a évoqué la mise en place du Groupe de soutien à la facilitation, la tenue de sa réunion inaugurale, le 4 juillet, à Addis-Abeba et la rencontre d'une délégation de ce Groupe avec le président de l'UDPS, Etienne Tshisekedi, et d'autres leaders de l'opposition, à Bruxelles, le 9 juillet. Il s'est enfin attardé sur la dernière session du Conseil de Sécurité, sur la situation en RDC, tenue à New York, le 7 juillet.

S'agissant de la situation politique, les efforts déployés pour aider à débloquent l'impasse autour du lancement du dialogue et du processus électoral a-t-il dit, commencent à porter leurs fruits. *« Les enjeux sont énormes et le dialogue est incontournable pour éviter les risques de rechute, dans une instabilité politique et le recours à la violence »*. D'ailleurs, fera-t-il remarquer, en s'adressant aux membres du Conseil de Sécurité le 7 juillet, le Vice-Secrétaire général des Nations Unies, Jan Eliasson, a exprimé son inquiétude face à la montée des tensions à l'approche des échéances électorales et a appelé les parties à prendre part à un dialogue politique inclusif, pour éviter que l'impasse actuelle ne dégénère en crise grave. Pour les Nations Unies, seul un dialogue inclusif et crédible entre les parties prenantes congolaises permettrait de désamorcer les tensions actuelles, surmonter l'impasse électorale et prévenir la violence. *« C'est pour cette raison que je voudrais saisir cette*

occasion pour réitérer les appels incessants de la communauté internationale, notamment le Conseil de Sécurité des Nations Unies, l'Union africaine, l'Union européenne et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), invitant les acteurs congolais à travailler avec M. Edem Kodjo pour débloquent l'impasse autour du processus électoral. Le facilitateur, faut-il le rappeler, agit dans le cadre des instruments pertinents de l'Union africaine et de la Résolution 2277 du Conseil de Sécurité des Nations Unies ».

collaboration avec l'Union africaine et les autres partenaires, pour le détachement d'experts sollicités par l'Union africaine. Tandis que la MONUSCO œuvre et continuera d'œuvrer en étroite collaboration avec les partenaires concernés, en vue d'appuyer les parties prenantes congolaises, y compris le Gouvernement, l'opposition et la société civile pour sortir de cette impasse. Il insistera pour dire : *« de ma responsabilité d'alerter les uns et les autres que nous ne pouvons pas nous permettre d'hypothéquer les énormes*



Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en RDC, Maman Sidikou face à la presse

En ce qui concerne la MONUSCO, a-t-il affirmé aux journalistes, le soutien est sans équivoque, face aux efforts de facilitation menés par M. Edem Kodjo au nom de l'Union africaine. Nous avons commencé à prendre toutes les dispositions, en étroite

investissements consentis par le peuple congolais avec le soutien de la communauté internationale au cours des 17 dernières années pour asseoir la paix et la stabilité en RDC. Dans le contexte actuel, toute action, toute initiative ou même toute perception d'atteinte aux

droits constitutionnels des Congolais ne feront qu'alimenter davantage les tensions". C'est la raison pour laquelle il ne cesse d'encourager les autorités congolaises à prendre des mesures pour décriper la situation. Dans le même ordre d'idées, il a souligné avoir toujours encouragé les leaders des divers plate-formes et partis d'opposition à faire preuve de responsabilité dans l'exercice des droits et libertés de manière à ne pas attiser les tensions, qui pourraient plonger le pays dans une violence aux conséquences désastreuses.

Abordant la situation humanitaire alarmante, en particulier dans l'Est du pays, il constate que l'accès humanitaire dans l'Est de la RDC est devenu de plus en plus difficile à cause de l'insécurité grandissante, marquée par les embuscades contre les

ONG ainsi que les enlèvements de leur personnel par de présumés éléments des groupes armés, y compris les FDLR, les Mai-Mai Nyatura et autres éléments criminels. "La fermeture des sites de personnes déplacées, notamment dans le Nord-Kivu, est également une question préoccupante. Ensemble avec la communauté humanitaire, nous poursuivons notre plaidoyer auprès du Gouvernement pour qu'il respecte ses obligations internationales y compris en garantissant la sécurité des zones où sont établis les déplacés et en veillant à ce que la fermeture des sites n'augmente pas la vulnérabilité des personnes déplacées".

Les récents événements à Buleusa et à Kamina mettent en exergue l'importance d'un appui national fort dans la mise en œuvre du Plan national pour le désarmement, la démobilisation et la

réinsertion des ex-combattants ainsi que de mesures effectives pour le renforcement de l'autorité de l'État. Son avis est que: "sans un programme national doté de moyens financiers adéquats, la réinsertion et la réintégration des ex-combattants dans la vie civile risquent simplement de déraiper". En outre, les atrocités commises dans la région de Beni, les tueries criminelles et insensées de civils de même que les actes de violence perpétrés dans le triangle d'Eringeti par les éléments ADF et autres groupes aggravent davantage la situation. Il s'est félicité des succès obtenus dans les opérations SUKOLA I et II menées par les FARDC avec le soutien des forces de la MONUSCO. Son mot de la fin: "nous devons faire plus pour neutraliser les forces négatives et identifier et traduire en justice les auteurs de ces crimes ainsi que ceux qui les soutiennent". ■

Fin de mission pour le Commandant en Chef Adjoint de la Force /MONUSCO

Général Jean Baillaud : « Je ne formule qu'un seul vœu : que les gens soient déterminés à travailler ensemble et jusqu'au bout »

Photo MONUSCO/Jésus Nzambi Sublime



Le général Mgwebi attache une médaille sur la poitrine du général Baillaud

Août 2013-juin 2016, un peu moins de trois ans, c'est la durée de sa mission en République démocratique du Congo. Lui c'est le Général Jean Baillaud, Commandant en chef adjoint de la Force de la MONUSCO. Et la Mission lui a rendu un hommage appuyé et mérité, le lundi 17 juillet en son Quartier Général de Kinshasa. Cérémonie émouvante comme savent en faire les militaires, avec prise d'armes, défilé et discours. Le Commandant en chef, le Général de corps d'armée Derrick Mbuyiselo Mgwebi qu'il a secondé avec détermination a salué l'implication du général Baillaud dans les efforts de pacification de l'Est de la RDC. Il a notamment évoqué son implication dans la gestion de la crise

du M23. Selon le général Mgwebi, le général Baillaud a également joué un rôle dans l'instauration d'un climat de confiance et de coordination entre la MONUSCO et l'armée congolaise dans les opérations Sokola 1 et Sokola 2.

Pour sa part, le général Jean Baillaud a salué le sacrifice de ceux qui sont morts notamment à Kibati, Kiwanja et Eringeti dans les combats contre le M23 et les ADF. Invité de Radio Okapi jeudi 14 juillet, le commandant-adjoint de la Force de la MONUSCO, a salué cette coopération militaire et dit son souhait de voir se poursuivre cette coopération en vue d'assurer la sécurité et l'avenir des populations congolaises.

L'appui de la MONUSCO est selon lui nécessaire "Cet appui se traduit par les moyens de renseignements, l'appui aérien, l'appui feu avec tous nos moyens. Nous avons aussi des troupes au sol, un appui logistique et enfin le soutien médical". Le futur ex-numéro 2 de la Force de la MONUSCO est convaincu qu'avec les opérations d'envergure, qui sont menées, les groupes néfastes n'auront plus une capacité de nuisance.

"Je ne formule qu'un

seul vœu: que les gens soient déterminés à travailler ensemble et jusqu'au bout", a souhaité le général Baillaud. Par ailleurs, il a affirmé avoir été impressionné par la générosité des populations congolaises. Il a dit croire que les Congolais sont capables de vivre ensemble en paix malgré les tensions.

La cérémonie d'au revoir s'est déroulée en présence du Chef d'Etat-major adjoint en charge des opérations et des renseignements des Forces Armées Congolaises, le Général Amuli Bahigwa.

Ce n'est qu'un au revoir mon Général, je suis sûre que vous reviendrez en touriste ou même pour vos vieux jours. Comment ne pas aimer ce pays ?



Le général Mgwebi sert la main au général Baillaud et lui remet un portrait-cadeau

Photo MONUSCO/Jésus Nzambi Sublime

Général Mgwebi : la coopération MONUSCO - FARDC est facilitée par l'accord entre les deux parties



Le Commandant de la Force de la MONUSCO, Derrick Mgwebi, a rendu une visite de travail le 05 Avril 2016, au commandant de l'opération Sokola I à Beni en présence du général Mushale, Commandant de la 3^{ème} zone militaire de la RDC.

Cela fait six mois que la coopération a repris entre l'armée congolaise et la Mission des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUSCO), après plus d'un an de suspension. La demande du remplacement de deux généraux accusés d'avoir commis des violations des droits de l'homme avait mis le feu aux poudres. En janvier dernier, Congolais et Onusiens ont trouvé un terrain d'entente. Un accord confidentiel qui met la force onusienne au service de l'armée congolaise dans des opérations dites « coordonnées ». Mais les deux généraux incriminés, eux, sont restés en poste. Cette coopération a repris notamment contre les ADF, la rébellion qui sévit dans le territoire de Beni, mais aussi plus récemment sur les FDLR, les rebelles hutus rwandais. Notre invité est le nouveau commandant de la force onusienne, le général sud-africain Derrick Mgwebi, qui a pris ses fonctions en février dernier.

Extrait d'une interview réalisée par RFI

RFI : L'accord de reprise de coopération a été signé il y a six mois. Quelle évaluation en faites-vous ?

Général Derrick Mgwebi : La signature de cet accord nous a permis de nous parler, de parler des enjeux et de définir une approche commune. En tant que Monusco, nous avons un mandat qui est au-dessus de cet accord technique. Mais pour l'appliquer, nous pensons que nous devons le faire en collaboration avec les FARDC. Cet accord se termine. Nous sommes en train de faire l'évaluation et nous estimons qu'il faudrait le renouveler pour un peu plus que six mois. Plutôt un an.

Cet accord a été critiqué sur la partie confidentialité, sur les conditionnalités, sur la communication aussi puisque ce sont les FARDC qui sont en charge de la communication. Est-ce que ces aspects vous ont gêné au cours des six derniers mois ?

Nous avons notre propre communication et parfois nous faisons des communications conjointes. Pour ce qui est des conditionnalités, le plus important pour nous, c'est de travailler étroitement avec les FARDC et de les soutenir.

Mais qu'en est-il de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme, est-ce que vous en parlez ?

Quand nous devons soutenir un bataillon FARDC, nous parlons du commandement,

des troupes, nous vérifions avec notre propre base de données et s'il y a un problème, nous en parlons.

La population au Nord-Kivu s'inquiète ou se plaint que les opérations concernent toujours les mêmes groupes armés, mais qu'il n'y a pas d'opérations spécifiques qui visent les groupes accusés d'être proches de certains commandants FARDC. Concrètement, est-il envisageable que le NDC-Rénové de Guidon fasse l'objet d'une opération de la MONUSCO ?

La seule position que nous connaissons chez les FARDC, c'est que personne d'autre que le gouvernement n'a le droit de porter des armes et que ceux qui le font seront attaqués. A Buleusa, alors que nous étions en train d'essayer d'assister la population, nous avons été attaqués par un de ces groupes mai-mai et nous avons riposté. Et c'est la direction que nous allons prendre.

Avant même la reprise officielle de la coopération, les opérations conjointes avaient repris contre un groupe qui sévit en Ituri, les FRPI.

Pourquoi est-ce que c'est si difficile là aussi d'attraper les chefs des FDLR ? Alors qu'on sait que si le général Mudacumura était arrêté, ce serait le début de la fin pour ce groupe armé ?

C'est notre cible principale. Le problème, c'est de savoir où il est au moment voulu. Nous le cherchons lui et certains autres leaders. Mais nous ne savons pas exactement où ils se trouvent, nous connaissons le secteur, mais pas l'endroit précis et c'est ce sur quoi nous travaillons.

Comment expliquez-vous que les casques bleus soient incapables d'intervenir lors de massacres ? Ils sont intervenus une fois en deux ans...

Depuis que je suis arrivé en février, nous avons revu les déploiements de la brigade d'intervention rapide de la Monusco, la FIB, donné la responsabilité de certaines zones à certains bataillons. Et on a commencé à opérer dans le triangle de la mort.

Dans les villages où il y a des massacres, il y a une présence de la MONUSCO et même de la FIB. Le dernier exemple, c'est le massacre de Tenambo, la base de la MONUSCO était à 3,5 kilomètres. Pourquoi ne sont-ils pas sortis ?

Dans la région de Beni, le déploiement est conjoint avec les FARDC... Dans la localité dont vous parlez, Tenambo, il y a eu des contacts quand l'incident a éclaté et la réponse des FARDC, c'était que la situation était sous contrôle. C'était ce qu'on avait présumé. ■

Zeid Ra'ada Al Hussein : «Le respect des droits de l'Homme doit être au centre du dialogue prévu en RDC »

Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme, Zeid Ra'ada Al Hussein a déclaré, le jeudi 21 juillet 2016, à Kinshasa, au terme de sa première visite officielle en République démocratique du Congo, que «le respect des droits de l'Homme doit être au centre du dialogue prévu dans le pays sur les élections à venir».

Par Tom Tshibangu/MONUSCO



Le Haut-Commissaire Zeid Ra'ada Al Hussein (d) accueilli à Bukavu par le Gouverneur du Sud Kivu, Marcellin Cishambo

“**P**our surmonter les nombreux défis auxquels est confronté le pays, il faut un dialogue ouvert et honnête. Cependant, ce dialogue est tout simplement impossible dans une atmosphère qui étouffe la discussion, l'expression de griefs et d'opinions et où des médias indépendants et le respect des libertés fondamentales sont menacés”, a estimé Zeid Ra'ada Al Hussein lors d'une conférence de presse tenue au quartier général de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). Le responsable onusien s'exprimait à l'issue de sa première visite officielle en RDC, à l'invitation du Gouvernement, visite qui a duré quatre jours et qui l'a mené à Goma, au Nord Kivu, à Bukavu au Sud Kivu et enfin à Kinshasa.

Il a rencontré notamment le Premier ministre Augustin Matata Ponyo, les Ministres de la défense, de la justice et des

droits humains, ainsi que des responsables des services de sécurité et des membres de la Commission nationale des droits de l'Homme. A Goma et à Bukavu, le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme a été reçu par les autorités provinciales, avant de s'entretenir avec des victimes de violences sexuelles, à l'hôpital de Panzi, à Bukavu. A chaque étape de cette visite, Zeid Ra'ada Al Hussein a pu également rencontrer des défenseurs des droits de l'Homme et des membres de la société civile et de la communauté onusienne.

Il a affirmé avoir exprimé, lors de ses discussions avec les autorités congolaises, sa “vive préoccupation face aux rapports faisant état d'un harcèlement croissant des représentants de la société civile et des journalistes, de la répression des voix qui s'opposent au gouvernement et des dispersions excessives et parfois mortelles de manifestations” au cours des derniers mois.

Si elle parvient à enclencher une dynamique en matière de droits de l'Homme, de démocratie et d'état de droit pour tous, la RDC a la possibilité de façonner une société avec une force nouvelle et une cohésion nouvelle, une société qui peut véritablement bénéficier à l'ensemble de la population, a plaidé l'émissaire des Nations Unies. “*Mais si le pays tombe dans la répression, la méfiance et les griefs croissants*”, a-t-il prévenu, les incertitudes politiques actuelles pourraient conduire à une grave crise pouvant détruire les nombreuses avancées réalisées par le peuple congolais.

Voilà pourquoi le Haut-Commissaire a appelé le Gouvernement et toutes les autres parties prenantes au processus électoral, à faire preuve de responsabilité et de retenue afin de permettre que le dialogue national se déroule dans le respect des droits de l'Homme. “*Ce que j'attends des uns et des autres, c'est de faire preuve de responsabilité et de retenue. La question des droits de l'Homme est centrale, la question de l'ouverture de l'espace public l'est tout autant. Un processus de dialogue est important. Il convient que les différents acteurs fassent preuve de responsabilité*”, a déclaré Zeid Ra'ada Al Hussein dans un entretien accordé à Radio Okapi le même jeudi 21 juillet 2016. A cette occasion, le Haut-Commissaire aux droits de l'Homme a affirmé avoir indiqué aux autorités qu'il détenait une liste de personnes détenues qui, du point de vue de son équipe, devraient être immédiatement relâchées, et qu'en réponse le Gouvernement a exprimé sa volonté de l'écouter sur ce point. Il convient de signaler à cet égard que, dans une ordonnance présidentielle, publiée vendredi 22 juillet 2016 et lue sur la chaîne de télévision nationale, le chef de l'Etat Joseph Kabila a accordé une “remise de peine totale” aux six militants du mouvement pro-démocratie Lutte pour le changement (Lucha) qui avaient été condamnés le 4 mars dernier à six mois de prison. ■

Photo MONUSCO



Dialogue national, les lignes bougent

Edem Kodjo, facilitateur du Dialogue national prévu en République démocratique du Congo

Par Théophile Kinda/MONUSCO

Tous les regards sont maintenant tournés vers le Dialogue national. Un Dialogue national qui se veut *“de format réduit, de courte durée et dont les travaux du comité préparatoire devaient commencer le 30 juillet 2016”*, selon les termes du facilitateur Edem Kodjo. Il permettra à la RDC d’amorcer le dernier virage pour trouver un consensus pour l’organisation des élections. Un pari osé, au regard de la déclaration de rejet de Edem Kodjo comme facilitateur, par l’opposition politique, regroupé au sein du Rassemblement des Forces Politiques et sociales de la RDC acquises au changement. La Majorité pour sa part confirme son désir de continuer et tenir le Dialogue comme recommandé. La société civile, les leaders religieux, la communauté internationale, les acteurs politiques, et la population accompagnent cet engagement et sont en attente pour vivre ces moments historiques pour la RDC.

Comme au mois de juin, on a assisté durant le mois de juillet 2016 à plusieurs initiatives pour consolider les efforts et

aller vers un dialogue inclusif. Du côté de l’opposition, après la rencontre de Bruxelles, début juin à Genval, en Belgique, suivie de la visite aux leaders de l’opposition dans la même ville, par le groupe de soutien au Dialogue, un nouveau pas diplomatique vient d’être franchi, avec la rencontre des leaders de l’opposition et la communauté internationale, à Paris pour discuter des schémas du Dialogue. Les leaders de l’opposition et les autres membres du Rassemblement ont en effet rencontré le 18 juillet les diplomates français sur la situation politique en RDC, au Quai d’Orsay, pour échanger sur les conditions de leur participation au Dialogue tel que mentionné dans l’Acte d’engagement de la conférence de Genval.

Sur le même registre, l’envoyé spécial des Etats Unis dans la région des grands lacs, Thomas Perriello, s’est rendu en Angola, au Congo-Brazzaville, au Burundi, en Tanzanie, en France, en Egypte et en RDC du 9 au 23 juillet 2016. Sa feuille de route étant d’avoir le soutien de certains pays, dont l’implication reste incontournable, dans la recherche

de solutions, aux questions politiques en RDC. A Kinshasa plus précisément, Thomas Perriello a mis l’accent sur la nécessité de faire des efforts pour le Dialogue national. Il s’est entretenu avec les leaders régionaux ainsi qu’avec des partenaires bailleurs de fonds de la RDC et discuté des inquiétudes croissantes, relatives à l’impasse politique et aux efforts pour aller vers un Dialogue inclusif avec tous les acteurs concernés.

L’envoyé spécial de l’Union européenne Vervaeke Koen a, quant à lui, rencontré le Premier ministre de la RDC Matata Ponyo, et échangé sur des questions relatives à l’appui de l’Union européenne, pour la résolution de la crise. Son objectif était de trouver une issue consensuelle et politique. La situation actuelle, dit-il : *“c’est de la responsabilité du Premier ministre de voir comment mobiliser les moyens pour financer ces élections. Je crois que de part et d’autre, nous avons fait des progrès, c’est pourquoi il faut mettre en place des mesures d’apaisement, qui permettent de lancer le dialogue, le plus rapidement”*.

Toutes ces activités diplomatiques ont précédé le retour, à Kinshasa pour le Dialogue, du ténor de l’opposition, Etienne Tshisekedi, président de l’UDPS et le retour annoncé de Moïse Katumbi, l’ex-gouverneur du Katanga, candidat déclaré à l’élection présidentielle. Les initiatives diplomatiques et les actes posés par l’opposition politique tendent à indiquer, comme l’affirme le Représentant spécial du Secrétaire général de l’ONU en RDC, Maman Sambo Sidikou, que *“les lignes bougent”*.

Le Représentant spécial qui a, par ailleurs, échangé avec les médias lors de sa rencontre mensuelle, le 14 juillet 2016, où il a interpellé la classe politique à se surpasser pour aller au dialogue. *“Le Dialogue est incontournable pour éviter les risques de rechute dans une instabilité politique et le recours à la violence”* a-t-il déclaré. Il a notamment indiqué qu’il réitère les appels incessants de la Communauté internationale, notamment du Conseil de Sécurité des Nations Unies, de l’Union africaine, de l’Union européenne, de l’Organisation Internationale de la Francophonie, invitant les acteurs congolais à travailler avec M Kodjo pour sortir le processus électoral de l’impasse.

Le Dialogue tant prôné est donc à portée de main, il reste à souhaiter que de fortes recommandations qui seront issues des discussions, si le Dialogue prend corps, permettent à la RDC de consolider les acquis démocratiques et de les renforcer, pour le bien-être de la population congolaise et de la sous-région. ■

Photo MONUSCO/John Bompengo



Photo MONUSCO/Laurent Sam Oussou

Une vue de la ville de Bunia, chef-lieu de la province de l'Ituri

Ituri : une nouvelle province, des opportunités mais aussi des défis

L'Ituri est devenue, depuis le 25 novembre 2015, une nouvelle province. Ancien district de l'ex Province Orientale, l'Ituri qui compte 4 241 236 habitants qui a une superficie de 65 658 Km² et qui a souffert de la deuxième guerre du Congo, doit désormais prendre en main son destin, face aux défis sécuritaires et sociaux, dans une contrée riche en ressources naturelles et humaines.

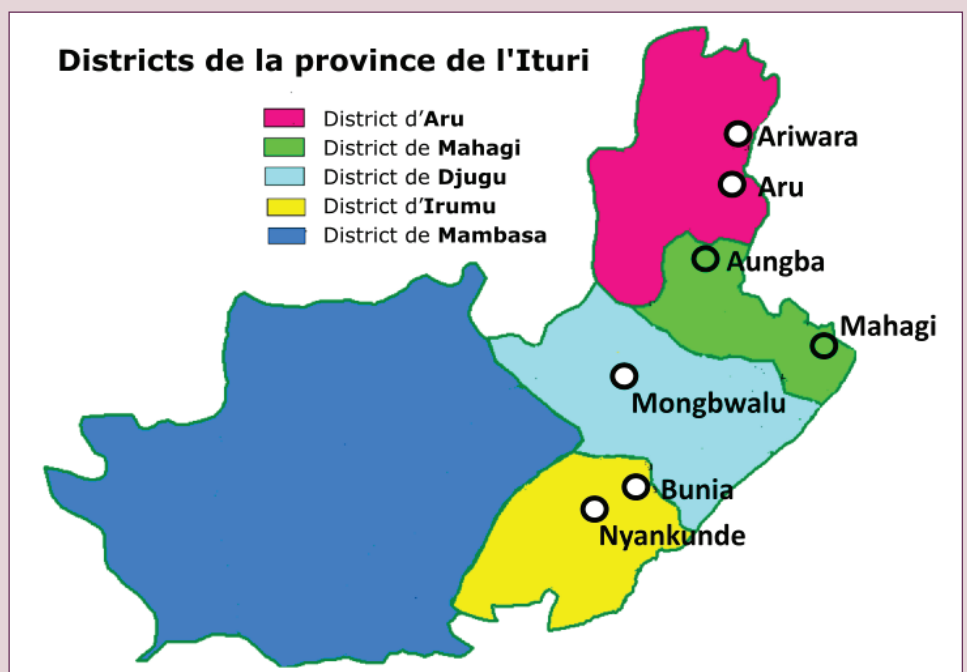
Par Sam Oussou et Isaac Remo Yope/MONUSCO

Pour le Vice Gouverneur de la province de l'Ituri, Pacifique Upar Keta *"le fait que l'Ituri soit une province est une opportunité pour espérer le développement"*.

Cet optimisme affiché par l'autorité provinciale n'est pas béat. En effet, l'Ituri regorge d'énormes ressources, aussi bien humaines que naturelles. La forêt, qui est l'une des grandes potentialités de cette province, est présente sur une grande partie de celle-ci, surtout à Mambasa et dans le Sud Irumu. Ce qui fait le bonheur des exploitants forestiers, surtout pour le bois. Il y aurait également d'importants gisements de pétrole dans la plaine du lac Albert, qui sont en phase d'exploration.

Transformer les potentiels en richesses

Le sous-sol regorge également d'or qui est exploité par la société minière de Kilo Moto et ses partenaires dont Mugwalu Gold



Source : <http://www.assafi.org> - 25 mars 2016

Contribution Carte Postale Ituri

Chef-lieu : **Bunia**

Plus grande ville : **Bunia**

Fuseau horaire : **UTC+2**

Démographie : **4 241 236 habitants (2006)**

Densité : **65 hab./km²**

Superficie : **65 658 km²**

- L'Ituri est devenue une province depuis 2015.
- L'Ituri est situé sur le versant occidental du Lac Albert
- Il partage ses frontières avec l'Ouganda et le Soudan du Sud
- L'Ituri comprend cinq territoires administratifs : Aru (6 740 km²) ; Djugu (8 184 km²) ; Irumu (8 730 km²) ; Mahagi (5 221 km²) et Mambasa (36 783 km²)
- L'Ituri est une région de haut plateau ; il possède une grande forêt tropicale et une faune rare qui héberge les Okapis, dans une réserve patrimoine de l'Unesco.
- L'Ituri est en proie à un conflit interethnique depuis 1999, lequel conflit a fait plus de 50 000 morts et 500 000 déplacés.
- La province de l'Ituri est riche en or, avec la mine de Kilo-Moto
- La forêt équatoriale de l'Ituri occupe une superficie d'environ 63 000 km²
- La forêt d'Ituri fut traversée pour la première fois par un européen en 1887, Henry Morton Stanley, au cours de l'expédition de secours à Emin Pasha

Source : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Ituri>

Mining et Mwana Africa et plusieurs autres entreprises semi-industrielles, sans oublier les orpailleurs artisanaux. Et nous ne parlons pas des ressources halieutiques, avec le lac Albert, l'un des plus poissonneux du monde où la pêche est très pratiquée.

Pour Abdallah Peke, *"toutes ces potentialités doivent être rentabilisées et transformées en richesse pour le développement de cette nouvelle province"*.

Il soutient par-dessus tout, qu'*"il y a le potentiel humain pour cela parce que dans l'ancienne Province Orientale, plus de la moitié de la population se trouvait en Ituri. Il est donc question de la rendre utile et de l'utiliser"*.

Le Gouverneur ajoute, par ailleurs, que parmi les opportunités de cette nouvelle province, *"il y a aussi de nombreuses richesses issues des activités de l'élevage et de l'agriculture"*. En effet, l'agriculture y est très développée, grâce à un sol très fertile, qui permet la production pour la consommation locale et aussi en partie pour alimenter d'autres centres urbains dans les provinces voisines. L'Ituri produit notamment du haricot, du maïs, du riz et du manioc, ainsi que du sorgho et des bananes. La culture du café et du cacao s'intensifie en territoire de Mahagi et Irumu ainsi qu'à Mambasa.

Une nouvelle administration pour améliorer la sécurité

Le statut de province *"confère à l'autorité provinciale le pouvoir de prendre des engagements avec des partenaires extérieurs et le gouvernement central pour le financement*

la police et de l'armée, pour l'amélioration de la sécurité dans la province. Il y a aussi un dividende politique à prendre en compte puisque ce nouveau statut pourra conduire à des quotas supplémentaires à la députation Bunia, étant devenue une ville.

Défis

Mais en dépit de toutes ces opportunités, il y a d'énormes défis, dans plusieurs domaines. Au niveau sécuritaire, les défis sont considérables au Sud Irumu et à Mambasa.

En effet, les exactions des groupes armés ont des conséquences graves qui risquent de mettre des décennies pour se résoudre si l'on n'y prend garde. A cela s'ajoute les conflits fonciers qui dégènèrent en violences intercommunautaires affectant ainsi les activités agricoles, dans plusieurs localités.

Localement, l'autorité provinciale interpelle les leaders communautaires afin qu'ils s'impliquent pour sensibiliser et encourager la base à rejoindre le processus de pacification en cours avec des acteurs tels que la MONUSCO et d'autres partenaires.

Par ailleurs, l'autorité provinciale va mettre tout en œuvre, en matière de bonne gouvernance, pour restaurer l'autorité de l'Etat, en organisant une administration forte pour remédier à certains désordres constatés.

Il faut enfin signaler qu'au niveau des infrastructures, l'état des routes et des ponts laisse encore à désirer. Tous les tronçons routiers sont délabrés et entravent la bonne circulation des personnes et de leurs biens et même, quelques fois, les opérations militaires. ■

de certains projets de développement". Ceci n'était pas le cas lorsque l'Ituri encore district à l'époque, se trouvait à 700 km du centre de décision de Kisangani, dans la Tchopo.

Ainsi, la nouvelle province présente l'avantage de rapprocher les dirigeants des administrés. Ce qui permet de résoudre localement certains dossiers car les grandes décisions sont désormais prises localement et permettent de régler un certain nombre de questions; notamment le problème d'insécurité, comme à Sidabo, de conflits intercommunautaires, avec le concours de



Chutes sur la rivière Ituri

Photo MONUSCO

Point de vue

M'hand Ladjouzi : "Le potentiel dont regorge l'Ituri lui garantit un avenir prometteur"

Au moment de mon arrivée, confie M'hand Ladjouzi, Chef de bureau de la MONUSCO Ituri, je considérais que l'Ituri était une sorte de modèle pour l'application du mandat de la MONUSCO, en matière de stabilisation. Et c'est vraiment dans ce sens que nous avons essayé d'évoluer, malgré une situation qui, plus ou moins, privilégiait plutôt les Kivu, un peu au détriment de l'ex Province Orientale. Mais, néanmoins, la MONUSCO a fourni des efforts considérables pour que ce modèle puisse être mis en application, au niveau du district de l'Ituri, maintenant devenu la province de l'Ituri.

✎ **Propos recueillis par Jean-Claude Locky et Laurent Sam Oussou/MONUSCO**

S'il faut le dire, j'ai été marqué par, essentiellement, deux événements en Ituri. Le premier c'est l'apparition de groupes armés à Mambasa en 2011; alors qu'auparavant Mambasa n'avait pas connu de présence de groupes armés ni de conflit. Et donc évidemment, cela m'a marqué parce que j'ai eu à voir un problème en devenir. J'ai vu comment des groupes armés sont créés : par des circonstances, des événements, pour devenir par la suite un problème qui se pose, évidemment, à la population congolaise, aux autorités congolaises et bien sûr à la Communauté Internationale qui essaie, autant que possible, d'accompagner les efforts des uns et des autres pour en finir avec ces difficultés.

Le deuxième événement qui m'a marqué: les incidents de novembre 2012 où il y a eu des attaques contre les installations des Nations Unies et à ce moment là, j'ai eu à faire le constat que, malgré les progrès qui ont été réalisés par la MONUC ensuite la MONUSCO, en collaboration avec les autorités, il y avait un problème de compréhension; il y avait un problème d'explication du mandat, un problème d'explication de ce qui a été réalisé en commun.

Ces deux événements m'ont emmené personnellement à penser que nous devions envisager un peu nos activités et peut-être même notre mandat sous un angle relativement différent que ça n'a été le cas jusque là.

J'en ai déduit ainsi d'une part, que si nous avons fait beaucoup d'efforts depuis 2010 qui sont mal compris c'est peut-être, d'une certaine façon, que nous n'écoutons pas assez nos interlocuteurs, nos partenaires. Il n'y a pas meilleur expert des problèmes congolais que les congolais eux-mêmes ! Je crois que c'était vraiment important d'écouter et non pas seulement d'identifier les problèmes et de voir de quelles manières nous pouvons aider

les autorités. Surtout, écouter les autorités, à la fois dans le diagnostic et dans les solutions à envisager. Toutefois, Je crois que tout ce qui a été fait, à partir du moment où la Mission a un mandat de stabilisation, a été de commencer par élaborer un mandat conjointement avec les autorités.

D'autre part, c'est que la Mission, sans aucun doute, a réalisé des résultats très concrets toujours en collaboration avec les autorités et avec la population. Néanmoins la persistance de certains problèmes/difficultés, probablement, doit nous amener à envisager des solutions plus ou moins différentes. A commencer déjà par écouter les solutions que préconisent les congolais pour leurs propres problèmes et d'être un peu imaginatif dans notre approche. Donc une autre approche pour mieux concrétiser l'appui que nous accordons au pays hôte.

Pour revenir à la nouvelle province de l'Ituri, l'avenir est bien sûr prometteur parce que c'est l'une des provinces qui a, à la fois les ressources humaines, mais également les ressources naturelles, pour vraiment répondre aux besoins de sa population; pour être vraiment dans un processus endogène de lancement du développement économique et social. Mais pour arriver à cela il faut que toutes les dispositions de la Constitution soient appliquées y compris en ce qui concerne la rétrocession.

Toutefois, avec les efforts que je constate qui consistent à élargir la base des revenus, parce que la province dispose de ressources, il faut que ces revenus soient bien canalisés pour se retrouver un peu dans les institutions établies en la matière et visant au développement économique et social de la population.

Bien que les attentes soient énormes pour la population de l'Ituri qui veut que, du jour au lendemain, les choses s'améliorent, on peut dire, peut-être avec quelques difficultés à un



M'hand Ladjouzi, Chef de bureau de la MONUSCO Ituri

Photo MONUSCO/Laurent Sam Oussou

certain stade, que le potentiel dont regorge l'Ituri lui garantit un avenir prometteur.

Aussi l'occasion est donnée aux Ituriens d'apporter leur contribution dans la recherche de solutions de leurs propres problèmes.

La FRPI est un problème Iturien. Les Mai Mai à Mambasa est un problème Iturien. La réserve de faune à Okapi est un problème Iturien. Le développement aussi est, en partie, un problème Iturien. Si les Ituriens se mettent donc ensemble dans les institutions présentes, élues dans le cadre de la nouvelle province, cela pourrait apporter vraiment des plate-formes de solutions que nous sommes heureux de pouvoir accompagner dans un processus de développement.

Je peux dire que nous sommes vraiment engagés de plain-pied dans ce processus afin que les groupes armés soient réduits dans leur capacité de nuisance, voir éradiqués. Ainsi les communautés pourront-elles entendre entre elles pourront exploiter ensemble les ressources de la région et aller de l'avant, pour une véritable stabilisation à la fois sécuritaire mais également économique et sociale. ■

L'évolution de la situation des droits de l'Homme dans l'Ituri : vers la fin des violations ?

✉ Par Salifou Mforen Nchourpouo*

Situation générale des droits de l'Homme dans l'Ituri et principales tendances observées

La province de l'Ituri demeure confrontée à d'immenses défis sécuritaires, conséquences du conflit ayant opposé les communautés Hema et Lendu (qui s'est achevé en 2007 avec environ 60 000 morts, une prolifération des armes légères, et un activisme négatif des groupes armés (FRPI dans le Sud-Irumu, Mai-Mai Simba dans le territoire de Mambasa); le tout couronné de la persistance de rumeurs faisant état de la présence de combattants ADF et FDLR, fuyant les opérations militaires en cours, dans les deux territoires de la province du Nord Kivu.

L'arrestation de Cobra Matata et son incarcération fin 2014 à la prison de Ndolo à Kinshasa, et la mort de Paul Sadala alias Morgan, loin de résoudre les problèmes sécuritaires de l'Ituri, ont plutôt conduit à une fragmentation de ces deux mouvements, donnant naissance à de multiples sous-groupes de milices et/ou factions sans unicité de leadership, aggravant de ce fait la situation déjà précaire des populations civiles.

Cette situation s'est aussi traduite par la multiplication des incursions, conséquence logique d'un vide sécuritaire, ciblant principalement les populations civiles, dont certaines, dans plusieurs localités de la province de l'Ituri, se sont vues obligées de trouver refuge dans la forêt, une fois la nuit tombée, de peur des attaques des miliciens,

notamment dans le sud du territoire d'Irumu.

L'autre corollaire de l'aggravation de l'insécurité apparaît au prisme de l'augmentation du nombre de déplacés internes; 104 503 déplacés enregistrés dans le Sud-Irumu entre juin et décembre 2015 contre 15 871 en 2014.

Statistiques

Le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'Homme (BCNUDH) Ituri a constaté pendant cette période, une multiplication par deux-et-demi (2.5) du nombre d'incidents.

Les violations ciblant principalement les femmes sont passées du simple au double et le nombre des filles victimes de différents abus sexuels et de violences basées sur le genre a triplé. Les statistiques du BCNUDH Ituri témoignent en effet de cette situation sécuritaire délétère.

A titre illustratif, en 2014, le BCNUDH a documenté 137 cas de violation des droits de l'Homme (VDH) soit au total 566 victimes, contre 382 cas de VDH ayant fait un total de 1 324 victimes.

Cette détérioration de la situation des droits de l'Homme s'est accentuée courant juin 2015 avec le lancement de l'opération "Mongoose" censée déloger les miliciens du FRPI de leurs derniers bastions. 120 VDH et 359 victimes (50% d'hommes, 40% de femmes et 10% d'enfants) ont été documentés avant juin 2015, contre 173 VDH et 509 victimes (45% d'hommes, 43% de femmes et 12% d'enfants) de juin à décembre 2015.

Actions

Face aux défis liés à l'accroissement du nombre de VDH dans l'Ituri et afin de contribuer à la réduction des vulnérabilités, le BCNUDH a entrepris plusieurs actions, notamment le déploiement de 14 missions sur le terrain, l'organisation de 13 formations en droits de l'Homme et en Droit international humanitaire (DIH) à l'intention des ONGDH et des acteurs de la société civile, de 10 formations des contingents de la MONUSCO, 6 formations de la PNC, 3 formations à l'intention des



Photo MONUSCO/Laurent Sam Oussou

Salifou Mforen Nchourpouo, Officier des droits de l'Homme

organisations féminines, 3 formations des autorités locales sur les mécanismes d'alertes précoces et des mécanismes de protection et 2 formations à l'intention des magistrats et des avocats.

Le BCNUDH a également organisé plusieurs réunions avec les acteurs de la protection et de défense des droits de l'Homme, dont 23 sur la lutte contre l'impunité des Violences sexuelles et les SGBV, avec les partenaires.

Défis

Le BCNUDH Ituri demeure toutefois, malgré ces efforts, confronté à d'immenses défis au rang desquels figurent :

- Les problèmes de coordination entre les différentes entités; l'inaccessibilité de certaines localités, théâtre de multiples VDH notamment dans les carrières minières de Mambasa et certaines localités du Sud-Irumu; le manque de professionnalisme de certains éléments des FARDC, accusés de harcèlement, d'extorsion et d'arrestations arbitraires des populations civiles; l'insuffisance des initiatives des partenaires des ONGDH; le non-respect des lois de 2006 sur les violences sexuelles et la poursuite des arrangements à l'amiable.

Le BCNUDH entend intensifier ses activités de monitoring, reporting, plaidoyer, formation et protection au courant de l'année 2016, afin de contribuer à l'instauration d'une culture des droits de l'Homme, au respect et à la promotion des droits humains afin d'inverser la courbe des violations observée en 2015. ■

*Human Rights Officer, UNJHRO Ituri - Bunia.

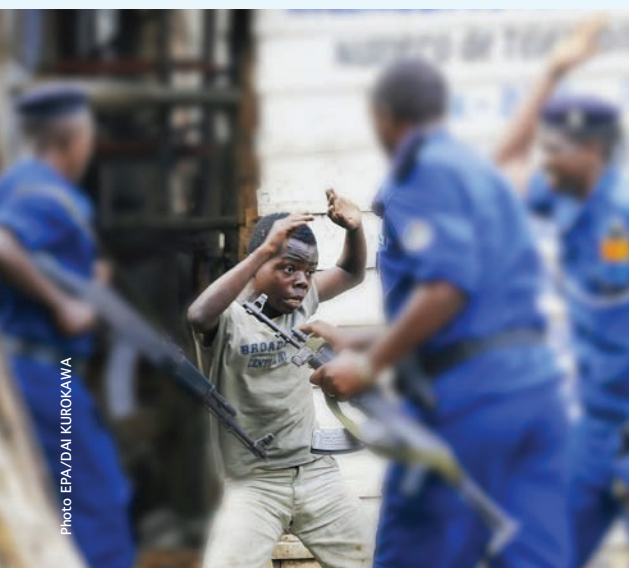


Photo EPA/Dai KUROKAWA

L'implication des femmes dans le processus de consolidation de la paix dans le territoire d'Irumu

La Résolution 1325 des Nations Unies réaffirme le rôle des femmes, dans le règlement des conflits et dans la consolidation de la paix. Cette résolution a inspiré une délégation de femmes de Bunia à aller à la rencontre des femmes leaders du Sud d'Irumu, pour les encourager à s'impliquer dans la restauration de la sécurité et de la paix, dans la Chefferie du Walendu Bindi, pour une journée d'échange avec les femmes du Walendu Bindi, premières victimes des exactions quotidiennes des miliciens de la Force de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) au Sud d'Irumu..



Femmes veuves de militaires étalent les produits de leurs champs montrant leurs efforts économiques

✂ Par Anne Herrmann et la Section Genre
MONUSCO - Ituri

Avec l'appui de la MONUSCO, le réseau Espace Echange des Femmes de l'Ituri a organisé cette journée d'échange à Gety. Plus de 230 femmes et 38 hommes ont accueilli la délégation venue de Bunia, conduite par Mme Marie Kabazaire, présidente de la Fédération des Femmes Protestantes de l'Ituri (FFPI).

Prières et paroles

Après une prière œcuménique pour la paix, Mme Louise Tajeki, représentante du Réseau des Femmes pour le Développement (REFED), a exposé les mécanismes de protection et de prise en charge des violences faites aux femmes, en période de conflit.

M. Venant Bashizi, Chef de la Section Genre de la MONUSCO en Ituri, a ensuite vulgarisé, en Kiswahili, la Résolution 1325, en présentant le rôle que les femmes peuvent jouer, au sein de leurs communautés, en portant un message encourageant, en invitant les miliciens du FRPI à quitter la brousse et adhérer volontairement au processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration.

La parole s'est ensuite libérée parmi ces femmes venues de toutes les communautés du Walendu Bindi. Elles ont dénoncé les exactions quotidiennes auxquelles elles sont soumises.

Aujourd'hui, disent-elles cultiver son champ, vendre ses productions au marché local ou aller chercher de l'eau ou du bois de chauffe sont devenues des activités à haut risque. Elles sont victimes d'agressions sexuelles répétées ou assassinées par les hors-la-loi, ou alors soupçonnées de collaborer avec les FARDC, ces mêmes FARDC qui se retournent parfois contre elles les accusant à leur tour de coopérer avec leurs enfants/maris miliciens.

Sortir de chez - soi après 18h, même pour se rendre au centre de santé, c'est s'exposer au danger des miliciens. Une femme, qui habite à quelques kilomètres de Gety témoigne : *"Ce soir, après cette réunion, je ne sais pas où je vais dormir et je ne peux pas rentrer chez moi. Priez pour moi !"*. L'hébergement lui sera offert avec une vingtaine d'autres femmes à l'intérieur de l'église CECA 20.

Dans ce contexte, les maladies sexuellement transmissibles se multiplient dans les groupements du Walendu Bindi. La population, victime de pillages et de prélèvements intempestifs de taxes, a du mal à survivre. Les femmes du Walendu Bindi ont aussi déploré les tentatives de négociations de paix avortées entre les leaders de la FRPI et le Gouvernement.

S'impliquer et espérer

Malgré cela, c'est sur une note d'espoir pour le rétablissement d'une paix durable que ces femmes du Walendu Bindi ont marqué cette

journée d'échanges. Elles veulent s'impliquer dans la stabilisation et la recherche de la paix. Ainsi, ont-elles décidé de constituer un réseau de femmes leaders du Walendu Bindi. Elles pourront ainsi solliciter l'engagement des notables, des chefs coutumiers, des confessions religieuses et des autorités politiques et sécuritaires dans la relance du processus de résolution du conflit dans le Sud d'Irumu.

Par ailleurs, elles ont décidé d'aller dans leurs communautés, faire du porte à porte, pour sensibiliser les proches des miliciens de la FRPI et les encourager à inciter leurs enfants, maris, frères et voisins, à libérer les enfants, à arrêter les violences contre les femmes, à rendre les armes et à se démobiliser.

La MONUSCO et les femmes du réseau Espace d'Echange des Femmes de l'Ituri se sont engagées à accompagner et à soutenir les femmes du Walendu Bindi, dans leur démarche pour la résolution de ce conflit, à travers les échanges d'information pour des actions concrètes à mener et le renforcement des capacités.

Pendant, les femmes restent lucides. Malgré tous leurs efforts, elles savent que leur espoir d'une sécurité et d'une paix durable dans le Walendu Bindi ne pourra devenir réalité que s'il y a une réelle volonté du Gouvernement de la République démocratique du Congo et des miliciens pour éteindre ce feu qui n'a que trop duré. ■



Jean Marc Mazio, Chargé de mission du programme STAREC en Ituri

Dans le cadre de la stabilisation de l'Ituri, le fond des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix et le Royaume de la Norvège ont financé le projet pilote Immediate Response Facility, IRF (Dispositif d'intervention immédiate) dans le territoire de Mambasa en Ituri. Dénommé «AMANI NJIA NA MAENDELEO» (La Paix est la voie du développement) ce projet d'un coût de 4.36 millions de dollars, qui a duré 18 mois (décembre 2014 – juin 2016), visait, à travers une approche holistique, à créer les conditions propices à la restauration de l'autorité de l'état et à la stabilisation des communautés. Quel est le bilan de ce projet pilote de stabilisation ? Jean Marc Mazio, Chargé de mission du programme STAREC en Ituri, nous en dit plus dans cette interview.

✉ Propos recueillis par Sam Oussou/MONUSCO

Laurent Sam Oussou : Pourquoi avoir choisi Mambasa pour ce projet ?

Jean Marc Mazio : C'est suite aux attaques de Morgan, la situation n'était pas bonne dans la zone. Une situation

La stratégie de stabilisation pour la province de l'Ituri

préoccupante qui avait mobilisé toute la Communauté internationale ainsi que la Communauté nationale. Il fallait venir à Mambasa mettre en place un processus de stabilisation.

Quels sont les résultats de ce projet ?

Nous estimons que le bilan est positif. En ce qui concerne le dialogue démocratique, le processus et le cycle des dialogues a permis un rapprochement entre les administrés mais aussi, entre les administrés et les autorités locales.

Dans son volet restauration de l'autorité de l'Etat le projet a permis le renforcement des capacités de la police. À travers ce projet, 3 bâtiments entièrement équipés de la police ont été construits. Maintenant les conditions sont favorables pour la police, d'autant que, la MONUSCO a formé dans ce cadre, les éléments de la police, pour améliorer ses services envers la population.

Pour le dernier pilier la relance économique, nous avons appuyé les activités génératrices de revenus. Là, nous avons essayé de réinsérer les femmes avec la mise en place des Mutuelles ou tontines.

Quel est l'impact de ce projet de stabilisation quand on sait que les zones minières telles que Muchacha, Badengaido continuent de faire l'actualité ?

D'une manière générale, j'estime que tout ce que nous avons réalisé au niveau de Mambasa est suffisant pour un début de processus de consolidation de la paix dans la zone. Nous voyons déjà les effets du projet. Par exemple nous avons constaté une grande méfiance entre la population et les institutions publiques. Pour la population ce sont des services qui leur causent des tracasseries. Les services en question accusaient la population de collaborer avec les miliciens. C'est au travers du dialogue qu'on a réussi à rapprocher les autorités locales de la communauté.

Ce projet pilote donne des orientations pour la stratégie de stabilisation de l'Ituri à travers le programme STAREC-ISSSS. Que peut-on en espérer pour les 4 autres territoires dont certains sont en proie aux groupes armés ou à des conflits ?

Pour le moment nous sommes en train d'aller vers la deuxième phase du programme STAREC-ISSSS qui sera annoncée bientôt au niveau de la province. Ce qu'il faut retenir

actuellement c'est que nous avons notre priorité des priorités c'est la zone du Sud Irumu suivie de Mambasa. La question de l'exploitation illégale des ressources minières, parce qu'il y a un lien entre la commercialisation des ressources naturelles et la circulation des armes.

De l'autre coté au niveau du Sud Irumu, plusieurs années avec les attaques et autres exactions des FRPI, la situation devenait de plus en plus préoccupante.

Nous savons que la collaboration MONUSCO-FARDC contre les FRPI est déjà un acquis. Maintenant, dans le cadre de la stabilisation, il faut venir avec une approche communautaire.

Pensez-vous que ces actions vont mener à une meilleure gouvernance et au développement de l'Ituri ?

C'est vrai qu'on a besoin de développement mais si nous voulons vraiment le développement, nous devons avant tout chercher la paix. Si aujourd'hui nous sommes dans des zones comme le Sud Irumu ou à Mambasa, c'est important que nous puissions mettre en place des mécanismes de dialogue assez forts pour que la communauté elle-même soit en mesure de gérer ses problèmes.

Comment se déroule la collaboration avec le bureau d'appui à la stabilisation (SSU) de la MONUSCO basé à Goma dans le cadre de l'ISSSS alors que vous êtes ici à Bunia ?

La collaboration est bonne. Nous avons un point focal SSU qui est basé ici, auprès du chef du bureau de la MONUSCO qui est le co-président du comité technique conjoint. Au niveau technique, le Gouverneur de la province préside avec le chef de bureau de la MONUSCO.

En tant que représentant de la partie gouvernementale dans le cadre de la stabilisation, qu'attendez-vous de la part de vos partenaires notamment de la MONUSCO qui partira un jour ?

Ce qui est important c'est le transfert des compétences. Il faut qu'on arrive à renforcer la capacité de la société civile, des structures nationales ainsi de suite.

Parce qu'à un moment donné les partenaires peuvent dire qu'ils n'ont plus de moyens. Donc le renforcement des capacités peut permettre aux structures de demeurer et poursuivre avec les acquis. ■

Les communautés du Sud Irumu s'engagent dans un dialogue inclusif

Par la Section des Affaires civiles/MONUSCO

Après des années de tensions, l'urgence d'un dialogue.

Le territoire d'Irumu a longtemps été le théâtre de conflits entre les communautés Hema, Lendu (Ngiti), Bira, Lesse et Yira (Nande). Ces rivalités qui durent depuis des décennies ont été exacerbées au fil du temps par l'imbrication de plusieurs facteurs notamment l'émergence du groupe

conflits se terminent, puisqu'ils bloquent le développement. Il faut aplanir les divergences et trouver des pistes de solutions durables".

Un processus de dialogue inclusif accompagné par les autorités provinciales et facilité par la MONUSCO

Le projet repose sur un engagement fort du gouvernement provincial, de la société



Réunion entre les autorités provinciales, les leaders communautaires et les représentants de la société civile, tenue sous la facilitation de la MONUSCO, pour le dialogue de paix dans le Sud Irumu

armé FRPI dont les attaques régulières contre les populations locales, toutes ethnies confondues, sont à la base de l'insécurité chronique dans ce territoire. Plus que jamais, les habitants d'Irumu sont conscients de la nécessité d'un dialogue inclusif pour une cohabitation pacifique.

Partant de ce constat, le Bureau régional de la MONUSCO à Bunia a facilité en juin 2015 l'élaboration du projet intitulé Appui au dialogue intercommunautaire, à la prévention et à la gestion des conflits dans le territoire d'Irumu. Cette initiative a pour ambition de contribuer à la relance d'un processus de dialogue inclusif permanent entre les acteurs étatiques et non étatiques afin de prévenir et de réduire les risques d'escalade entre les communautés concernées et de promouvoir une paix durable ainsi que la cohabitation pacifique. D'ailleurs un représentant de la société civile, Vice-président des notables de l'Ituri note qu'"il est primordial que les

civile et des représentants de la base (chefs, notables). Un Comité Consultatif de 40 membres a été constitué, comprenant des représentants de l'autorité provinciale, de membres des communautés désignés par leurs bases respectives, des différentes sections substantives et des Agences des Nations Unies. Ce comité est animé par un représentant du Gouvernement provincial tandis que le Bureau Régional de la MONUSCO, à travers la section des Affaires civiles qui en assure provisoirement le secrétariat.

Le projet suit également une démarche méthodologique rigoureuse, articulée autour d'une série de consultations et de rencontres soigneusement planifiées. Ainsi, les communautés ont désigné 15 experts (10 hommes + 5 femmes), lesquels ont reçu en même temps que les membres du comité consultatif une formation en analyse et en résolution de conflits.

Ainsi, sous l'égide du Gouvernement

provincial de l'Ituri et l'appui de la MONUSCO, les représentants des communautés en conflit du territoire d'Irumu se sont assis autour d'une même table pour parler de leurs dissensions, partager leurs points de vue respectifs, et travailler ensemble sur des pistes de solution. Autorités publiques et représentants communautaires, hommes et femmes d'Irumu ont tous eu voix au chapitre au cours de débats riches, francs et d'excellente tenue.

En attendant des échanges ciblés avec les Ngiti et les Hema dans les semaines à venir, l'équipe conjointe de la MONUSCO et du Gouvernement provincial a rencontré les représentants des tribus Lesse-Vunkutu les 28 et 29 juin, Yira les 4 et 5 juillet, Ngiti le 12 juillet et Bira le 15 juillet. Ces sessions ont permis aux participants de proposer des voies de sortie concrètes en vue d'une réconciliation définitive avec leurs voisins. La prochaine étape consistera à poursuivre la facilitation des rencontres à la base, au sein même des communautés (dialogues intracommunautaires), avant d'envisager le dialogue entre les communautés (dialogues intercommunautaires) dans une phase ultérieure du projet.

La dynamique d'échanges est porteuse d'espoir

Les résultats obtenus dans cette première phase du projet sont encourageants. De l'avis des communautés, ce projet a offert l'avantage de mieux comprendre les conflits communautaires et leurs enjeux, de rapprocher les points de vue des uns et des autres sur l'historique desdits conflits et de susciter des réflexions sur de possibles solutions durables pour y mettre définitivement fin. Il est important de souligner cet engagement des communautés qui s'approprient progressivement les efforts de médiation et de résolution des conflits.

Pour que ce cadre de dialogue se pérennise, le leadership et le soutien des pouvoirs publics demeurent indispensables. De ce fait, les communautés ont insisté sur l'implication constructive et constante des autorités provinciales et nationales dans ce processus.

Le Vice-président du Comité Consultatif et Chef de Division, pour sa part, a insisté sur *"l'importance de maintenir les efforts au-delà de la durée du projet afin d'adresser en profondeur ces conflits qui perdurent depuis plusieurs années"*. Un plaidoyer auprès des décideurs sera donc nécessaire à leur résolution. Selon lui, *"il demeure impératif de trouver rapidement des solutions puisque plus on tarde à les résoudre, plus les conflits demeurent dans le cœur des victimes et se transmettent d'une génération à l'autre"*. ■

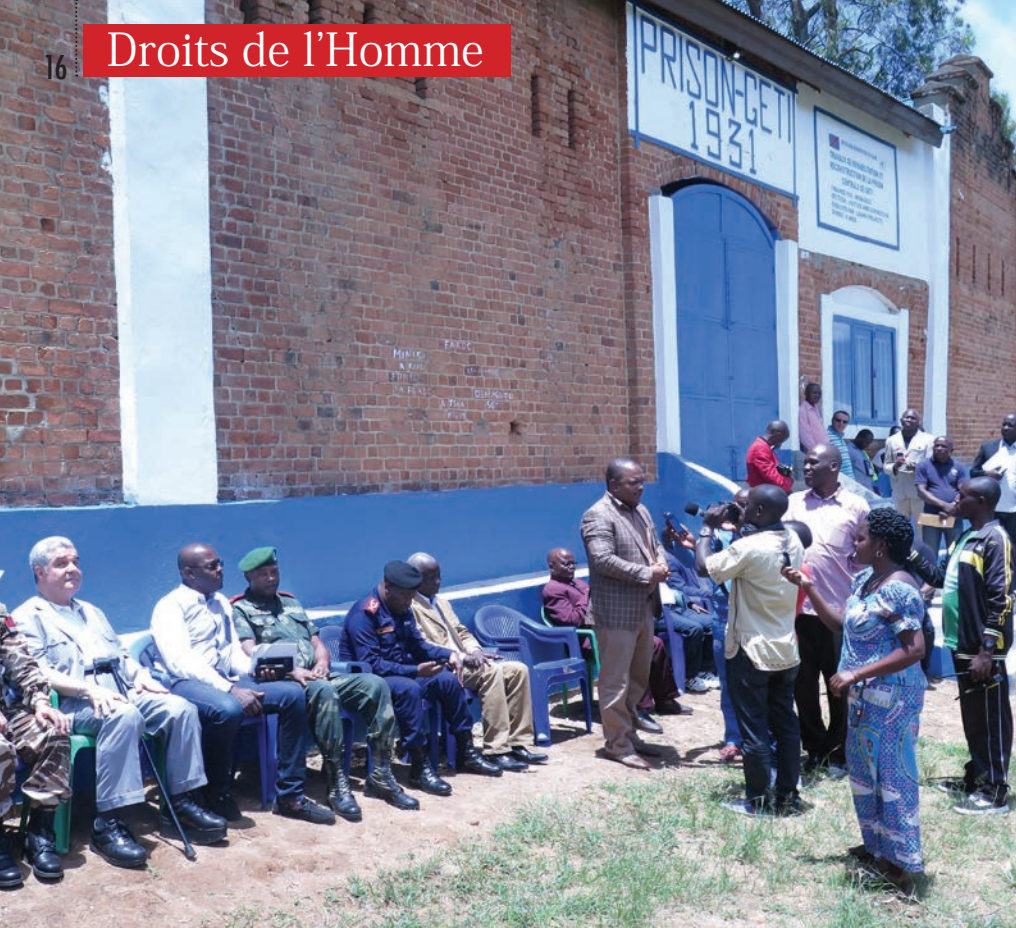


Photo MONUSCO/Laurent Sam Ouisson

Vue de l'extérieur de la prison de Geti réhabilitée par la MONUSCO dans le cadre de ses projets à impact rapide. Ici la cérémonie de remise de l'ouvrage

Renforcer le système judiciaire et pénitentiaire

Un besoin vital pour l'Ituri

La résolution 2277 donne mandat à la MONUSCO d'appuyer le Gouvernement de la République démocratique du Congo dans la Réforme du Secteur de la Justice et de la Sécurité, pour lutter plus efficacement contre l'impunité. En Ituri, la MONUSCO et les autorités locales ont déjà accompli beaucoup mais de nombreux défis persistent.

✉ Par Anne Herrmann et Désiré Balume/MONUSCO

En Ituri, lutter contre l'impunité qui pose un risque sur la situation sécuritaire est un challenge quotidien. Au manque d'infrastructures pour rendre la justice et assurer des conditions de détention humaines, s'ajoute le manque crucial de personnels judiciaires et pénitentiaires.

Par exemple, la prison de Bunia, qui a une capacité de 200 prisonniers, en compte

actuellement 1316, dont 36 femmes et 16 enfants, surveillés par 25 personnels, toutes fonctions confondues. Des évasions sont régulièrement enregistrées. En outre, la prison de Bunia n'est pas raccordée à l'eau et l'alimentation en électricité est quasi inexistante.

Par ailleurs, le manque de personnels judiciaires, notamment de juges et de magistrats, est à l'origine de longs délais de

détention préventive avant les procès. 930 personnes sont en attente de leur procès à la prison de Bunia. Ces délais judiciaires génèrent un manque de confiance de la population, envers le système judiciaire et tend à favoriser les actes de justice populaire, créant ainsi un environnement sécuritaire volatile, dans les 5 territoires de l'Ituri.

Depuis plusieurs années, la MONUSCO appuie la Réforme du Secteur judiciaire et pénitentiaire. Dans le cadre de ses Projets à Impact Rapide (QUIPs), la MONUSCO a par exemple appuyé la réhabilitation de deux prisons, respectivement à Gety et à Mambasa, afin de désengorger la prison centrale de Bunia. Le Secrétaire Général de la Justice a d'ailleurs récemment affecté des directeurs pour ces deux prisons. Un groupe d'un peu plus de 120 détenus a déjà été identifié, afin d'être transféré à la prison de Gety.

Le plaidoyer des autorités provinciales, des ONGs locales et de la MONUSCO a également permis la création d'un parquet militaire à Gety, le renforcement des effectifs des magistrats et juges en Ituri, dont trois nouveaux juges affectés au tribunal de grande instance, six au tribunal de paix d'Irumu, deux au tribunal de paix de Djugu, deux au tribunal de paix de Mahagi et trois au tribunal de paix d'Arû. Il a également été créé récemment deux parquets, près les tribunaux de paix, dont un à Djugu et l'autre à Irumu, pour tenter de rapprocher la justice des justiciables. En tout, l'Ituri, compte 78 magistrats pour environs 9 millions d'habitants, soit 01 magistrat pour 115 385 personnes.

"Malgré les efforts consentis, on constate que le nombre de magistrats et juges reste insuffisant pour rendre la justice dans des délais raisonnables, dans le respect des droits de l'Homme et sur toute l'étendue de l'Ituri, en particulier dans les zones les plus reculées", selon les propos des membres de la société civile de l'Ituri.

Il est donc urgent de renforcer la réforme du système pénitentiaire en RD Congo, en envisageant la constitution d'un corps de police pénitentiaire professionnel capable de maintenir une bonne administration pénitentiaire qui tienne compte de la surveillance et du transfert des prisonniers, mais aussi prompt à intervenir en cas d'incident au sein de la prison.

En attendant la création d'une école de formation du personnel pénitentiaire qui peine à être mise en place, tout agent devrait être formé dans une école de formation de la police, avec un focus sur l'administration pénitentiaire. ■



Photo MONUSCO/Laurent Sam Oussou

Protection de l'Enfant

Un exemple réussi de réinsertion

En tenue orange, un ancien enfant-soldat reconverti en menuisier

La Résolution 2277 du Conseil de Sécurité de l'ONU demande à la MONUSCO de mettre un focus particulier sur le cas des enfants-soldats, afin de dénoncer leur utilisation par les groupes armés et aider à leur sortie et à leur réinsertion dans leur communauté. Dans l'entretien qui suit, un ex-enfant soldat, associé aux troupes armées de la Force de Résistance Patriotique en Ituri (FRPI) nous raconte comment il est entré dans ce groupe armé et pourquoi il en est sorti. Il lance un appel, à ses frères qui sont restés dans cette milice, à se démobiliser et à regagner la communauté. Écoutons-le.

✎ **Propos recueillis par Sam Oussou/MONUSCO**

Présentez-vous ?

Je me nomme K. A. Moise. Originaire de la collectivité de Walendu Bindi. Très tôt orphelin de père et de mère, j'ai été élevé par mon oncle paternel qui n'avait pas d'enfants. J'ai grandi pendant la période où l'Ituri était tourmenté par les guerres au sud Irumu. Dès le début des guerres je me suis retrouvé avec mes parents au camp de déplacés de Gety en 2006. Là j'ai commencé les études primaires en 1^{ère} année. Malheureusement il n'y avait personne pour me payer les frais de scolarité et c'est ainsi que j'ai arrêté les études.

Qu'est-ce qui vous a amené à la FRPI ?

Je voyais dans le camp, les miliciens qui circulaient avec des enfants de mon âge. Comme je n'avais rien d'autre à faire, j'ai décidé de suivre librement la FRPI pour me retrouver avec eux

dans un village du nom de Tehi. A ce moment-là je n'entrevois aucun avenir.

Que faisiez-vous dans ce groupe armé ?

Au début et vu mon très jeune âge, j'aidais aux tâches ménagères et à la cuisine. J'obéissais scrupuleusement aux ordres et consignes parce que j'avais remarqué que les personnes têtues étaient sérieusement fouettées. En grandissant, je voyais aussi les attaques des Forces armées Congolaises (FARDC) suivies de morts parmi les miliciens et j'ai aussi vu les vagues de démobilisation et d'intégration au sein des FARDC.

Pourquoi n'avez-vous pas participé aux vagues de démobilisation ?

Un jour la CONADER (Commission Nationale de Désarmement et de Réinsertion sociale) est venue à Aveba et a demandé et obtenu la sortie des enfants. J'étais parmi ces enfants. Nous sommes sortis pour le centre d'Aveba dirigé par l'ONG "Save the Children". Mais après quelques jours, j'ai fui avec d'autres amis pour aller en brousse parce qu'on avait peur de tomber entre les mains des FARDC qui avaient la réputation de maltraiter les FRPI. Mais, j'ai aussi noté paradoxalement que plusieurs adultes, dont certains leaders, étaient sortis et beaucoup ont été repris au sein des FARDC. Malgré ça j'ai préféré rester auprès d'un "officier" aux cotés de qui j'ai mené plusieurs combats. En 2012, j'étais "caporal" et j'ai évolué jusqu'à "adjudant", avec une position militaire à gérer. Le sens de ma présence en ce moment-là était juste une question de survie.

Qu'est-ce qui vous a motivé finalement à quitter la FRPI ?

Tout a commencé avec la 2^{ème} négociation de juin 2015 pour la sortie des FRPI après l'arrestation de Cobra et l'échec de la 1^{ère} négociation en novembre 2014. J'ai vu les tentes qui étaient installées pour cette nouvelle négociation et je me disais qu'il fallait que je sorte parce qu'en brousse on ne bénéficiait

de rien. Notre salaire c'était le fruit des pillages que nous orchestrions. Ma volonté de me rendre grandissait parce que je ne supportais plus les pillages. Mais malheureusement ces 2^{ème} négociations ont échoué. Finalement un jour, nous nous sommes vus encerclés de tous côtés par les FARDC et les forces de la MONUSCO. L'attaque fut brutale, terrible avec des bombardements d'hélicoptères et de chars. Ce fut une expérience traumatisante pour moi. Il y a eu beaucoup de pertes du côté des FRPI. Je suis allé voir mon major pour lui signifier que j'allais quitter la FRPI. C'est ce que je fis avec quelques amis et nous nous sommes rendus à Gety. Et c'est ainsi que j'ai commencé à réaliser que le Gouvernement pouvait être bon parce qu'on ne nous avait pas tués. En effet, ce que redoute le plus chez les FRPI c'est que quand vous sortez, on vous tue. Ensuite un Major des FARDC a appelé la MONUSCO, qui nous a transportés à Bunia, à l'hôpital de la base militaire de la MONUSCO, à Ndromo. Il y avait des blessés parmi nous qui ont tout de suite été pris en charge par la MONUSCO.

Comment vous vous êtes retrouvé à AJEDEC (Association des Jeunes pour le Développement Communautaire) et qu'est-ce que vous y avez fait ?

Le lendemain de notre arrivée au camp Ndromo, une équipe de la section Protection de l'Enfant de la MONUSCO est venue récupérer les enfants de notre groupe pour les amener au Centre de Transit et d'Orientation (CTO) d'AJEDEC. Là, il y avait plusieurs activités récréatives mais aussi de la formation d'accompagnement. J'ai choisi de faire la menuiserie, en plus de la remise à niveau scolaire. Nous avons bénéficié du soutien psychologique qui permettait aux enfants de parler de leurs souffrances et recevoir une aide psychologique. Je dis merci à la MONUSCO et à l'UNICEF qui m'ont soigné de la démence. Ensuite du CTO on a été transféré dans des familles d'accueils transitoires. J'y ai été bien traité.

Comment vous sentez-vous aujourd'hui et quel est votre message aux autres qui sont encore au sein de la FRPI ?

Ma vie en brousse avec les FRPI c'était l'alcool, le chanvre et bien d'autres choses néfastes pour un enfant. Je ne peux pas comparer cette vie-là avec celle que je mène actuellement. Ma nouvelle vie est de loin meilleure. J'ai choisi de rester à Bunia, après ma formation, pour perfectionner mes connaissances en menuiserie.

Aujourd'hui, j'ai 18 ans. Je suis rentré chez AJEDEC à 17 ans et je me prépare à exercer un métier. Je demande à mes amis de choisir de sortir parce qu'ils perdent leur temps et leur santé. Qu'ils viennent apprendre un métier afin de devenir utiles à leur pays. ■

Protection de l'Environnement

La Réserve de faune à Okapis

La réserve de faune à okapis occupe environ un cinquième de la forêt d'Ituri, au nord-est du pays. Le bassin du fleuve Congo, dont la réserve et la forêt font partie, est un des plus grands systèmes de drainage d'Afrique. La réserve de faune abrite des espèces menacées de primates et d'oiseaux et environ 5000 okapis, sur les 30 000 vivants à l'état sauvage. La réserve possède également des sites panoramiques exceptionnels, dont des chutes sur l'Ituri et l'Epulu. Elle est habitée par des populations nomades traditionnelles de Pygmées Mbuti et de chasseurs Efe, ainsi que par des fermiers bantous.

✂ Par Laurent Sam OUSSOU basé sur les sources de l'UNESCO et de la Radio Okapi



Un visiteur du parc caresse un Okapi

Valeur universelle exceptionnelle

La Réserve de Faune à Okapis possède une flore d'une exceptionnelle diversité et abrite de nombreuses espèces endémiques et menacées, dont 1/6^{ème} de la population existante d'okapis. La Réserve protège 1/5^{ème} de la forêt d'Ituri, un refuge pléistocène, (qui appartient au début de l'ère géologique actuel) dominé par une forêt dense sempervirente (toujours verte) de "Mbau" et par une forêt humide semi-sempervirente qui s'entremêle avec des forêts marécageuses qui poussent le long des cours d'eau, avec des clairières localement appelées "edos" et des inselbergs (montagnes miniatures créées par l'érosion). Au nord de la Réserve, des inselbergs granitiques abritent une flore particulière spécialement adaptée à ce micro climat,

caractérisée par de nombreuses espèces telle que le Cycade géant.

La Réserve compte 101 espèces de mammifères et 376 espèces d'oiseaux répertoriées. Parmi les autres mammifères identifiés dans la Réserve, se trouvent également la genette aquatique et la genette géante. La Réserve abrite 17 espèces de primates (dont 13 diurnes et 4 nocturnes), le nombre le plus élevé pour une forêt africaine, dont 7 500 chimpanzés.

La Réserve abrite la plus importante population d'éléphants de forêt, encore présente à l'est de la RDC, estimée à 7 500 individus et elle est importante pour la conservation d'autres espèces de forêt, comme le bongo, l'antilope naine, le chevrotain aquatique, le buffle de forêt et l'hylochère. Elle est également répertoriée

comme l'une des aires protégées les plus importantes d'Afrique pour la conservation des oiseaux avec la présence de nombreuses espèces emblématiques comme le paon du Congo.

Un patrimoine en danger mais un effort du Gouverneur pour le préserver

La Réserve de faune à Okapis est sur la liste du patrimoine mondial en danger. La plus grande menace encourue est celle de la déforestation, causée par l'agriculture sur brûlis, et la chasse pour la vente de viande de brousse. Les prospecteurs d'or et, depuis quelques temps, les groupes armés Mai Mai qui posent également problème.

Alors que les indigènes Mbuti et les peuples bantous respectent la forêt et la faune sauvage, les immigrants n'ont pas ce même respect.

Le 24 juin 2012, le centre de recherche d'Epulu fut la cible d'une attaque menée par des rebelles armés et des braconniers. Six personnes seront tuées, les locaux de la Réserve pillés et incendiés et les okapis présents sur le site, massacrés. Le 20 juillet 2012, l'UNESCO attribue une aide d'urgence de 30 000 dollars pour aider à la reconstruction et à venir en aide aux familles des victimes.

Le gouvernement congolais contrôle, depuis quelques mois, plus de 60% de la Réserve de faune à Okapi (RFO) qui, en 2012, était contrôlé à 90% par les Mai Mai Simba. Le responsable de la RFO, Gédéon Lokumu, l'a affirmé, vendredi 5 mai, en marge du 25^{ème} anniversaire de l'érection de ce site en patrimoine mondial. Il a expliqué que le contrôle de la quasi-totalité de ce site par les miliciens entravait la protection de la faune et de la flore dans cette réserve. De son côté, l'administrateur du territoire de Mambasa, Alfred Bongwalanga a indiqué que d'énormes défis restent à relever, notamment, la présence de plus de cinq mille orpailleurs dans le foyer minier de Muchacha.

La cohabitation entre les gardes de la RFO et les communautés locales s'est améliorée grâce au programme STAREC et l'appui de la MONUSCO en territoire de Mambasa, à travers l'ISSSS (Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et à la Stabilisation).

Les activités touristiques ont repris dans la Réserve de faune à Okapi. Selon le conservateur du parc, qui livre cette information, 20 touristes italiens ont séjourné durant 5 jours dans cette réserve naturelle, en 2016 et d'autres touristes sont attendus. "Ils étaient émerveillés. Ils ont campé dans la grande forêt et ils étaient très contents de leurs visites", a affirmé Lucien-Gédéon Lokumu à Radio Okapi, qui porte bien son nom. ■

Journée internationale Nelson Mandela

Plusieurs activités organisées en mémoire de Madiba

Le 18 juillet, jour de la naissance de Nelson Mandela, le monde entier a célébré la Journée internationale qui lui est dédiée.

Par Pamela Lubaki et Yulu Kabamba/MONUSCO

Une journée où le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon a invité chacun, partout dans le monde, à consacrer au moins 67 minutes à une activité de service communautaire. Etant donné que Nelson Mandela a montré l'exemple, en donnant 67 années de sa vie pour changer la vie du peuple sud-africain. Et ses accomplissements lui ont beaucoup coûté, à lui-même et à sa famille. Son sacrifice a non seulement servi le peuple de sa nation, et au monde un monde.

Pour commémorer cette journée, dont le thème choisi cette année par la Fondation Mandela est : *"Fais ta part pour Madiba"*, la MONUSCO, les agences du système des Nations Unies, l'Ambassade de République d'Afrique du Sud en RDC et le gouvernement provincial de Kinshasa ont organisé du 18 au 21 juillet 2016, une série d'événements et d'activités culturelles en mémoire de l'ancien Président sud-africain.

La cérémonie de lancement officielle de ces activités a eu lieu le 18 juillet 2016, à la Place de la Gare centrale de Kinshasa-Gombe. Au cours de cette cérémonie des discours officiels de commémoration de la journée ont été prononcés, respectivement par le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RDC et Coordonnateur humanitaire, le docteur Mamadou Diallo, l'Ambassadeur sud-africain en RDC, Son Excellence Ndimeni Luvooyu, et le Gouverneur de la ville-province de Kinshasa, André Kimbuta et c'était en présence d'officiels congolais, de membres du personnel du système des Nations Unies, ainsi que de représentants de différentes organisations et de milieux d'affaires.

Dans son mot de circonstance, le Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire-général des Nations



Une oeuvre exposée du peintre Mukuma

Unies en RDC, a indiqué que la MONUSCO se félicitait de ce que la RDC, par la voix de son gouverneur de la ville-province de Kinshasa, a réitéré son engagement aux valeurs universelles qu'a défendues Nelson Mandela qu'il a décrit comme l'une des plus grandes personnalités de ce siècle.

Pour sa part, l'Ambassadeur sud-africain a invité la jeunesse congolaise à s'abstenir de répondre aux appels à la violence, surtout en cette période électorale : *"La Journée Mandela veut également que les jeunes puissent se porter un secours mutuel et surtout assister les personnes les plus vulnérables, les vieillards"*, a-t-il dit.

Le premier jour a connu également l'ouverture d'une exposition d'objets d'art et de peintures sur Nelson Mandela, qui avait pour ambition d'établir un lien avec le public, en provoquant émotion, sensations,

questions et réflexions, sur son parcours d'homme, de militant et de personnalité politique. S'en est suivi, une visite de l'Orphelinat Matu Maini dans la commune de Limete où des vivres ont été distribués.

A l'issue de cette journée, l'Ambassadeur d'Afrique du Sud a procédé au lancement de l'opération *"boîtes de dons"* dans différentes entreprises, organisations et ambassades pour collecter de l'argent destiné à être distribué dans les orphelinats et hôpitaux, afin d'aider les personnes les plus démunies.

Pour rappel, en novembre 2009, par sa résolution A/RES/64/13, l'Assemblée générale des Nations Unies déclarait le 18 juillet *"Journée internationale Nelson Mandela"* en l'honneur de la contribution apportée par l'ex-Président sud-africain à la culture de la paix et de la liberté. ■

SE CONNECTER À NOUS

www.monusco.unmissions.org
www.facebook.com/monusco.org
www.twitter.com/monusco
www.youtube.com/monusco
www.flickr.com/monusco

